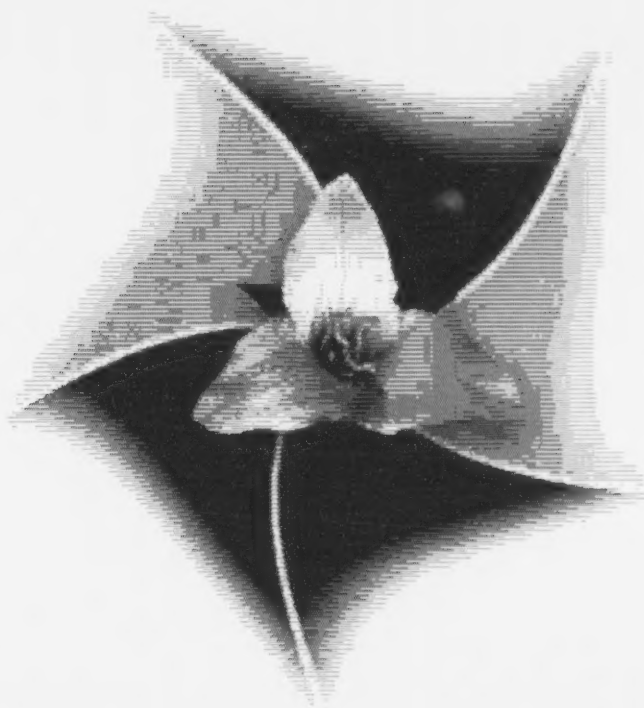


Bureau du commissaire à l'intégrité

RAPPORT ANNUEL

2007 – 2008



ONTARIO

On peut se procurer des exemplaires du présent document et d'autres publications du gouvernement de l'Ontario en personne, au 777, rue Bay à Toronto ou auprès de ServiceOntario, au 110, rue Laurier Nord à Ottawa. Pour toute commande, prière de communiquer avec Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8, téléphone 416 326-5300 ou, sans frais en Ontario, 1-800-668-9938. À Ottawa et alentour, prière d'appeler ServiceOntario, téléphone 613 238-3620 ou, sans frais en Ontario, 1-800-268-8758, télécopieur 613 566-2234. Les personnes malentendantes peuvent appeler, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Paiement par carte Visa ou MasterCard.

ISSN n° 1918-0365

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

Office of the Integrity Commissioner

Bureau du commissaire à l'intégrité

Le 23 juin 2008

L'honorable Steve Peters
Président de l'Assemblée législative
Salle 180
Édifice de l'Assemblée législative
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1A2

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter le rapport annuel du Bureau du commissaire à l'intégrité pour la période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008.

Ce rapport est présenté conformément à l'article 24 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et l'article 10 de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A handwritten signature in cursive script, reading "Lynn Morrison".

Lynn Morrison
Commissaire à l'intégrité par intérim

BUREAU DU COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ
RAPPORT ANNUEL 2007-2008
TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-----------------------------|---|
| Remarques de la commissaire | 1 |
| Données financières | 5 |

INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS

| | |
|--|----|
| A. Aperçu | 7 |
| B. Statistiques | 8 |
| C. Résumé de quelques demandes présentées aux termes de l'article 28 | 9 |
| D. Demandes diverses | 19 |
| E. Affaires soumises | 20 |

PERSONNEL DES MINISTRES – RESPECT DE L'ÉTHIQUE

| | |
|---|----|
| A. Aperçu | 22 |
| B. Demandes du personnel des cabinets des ministres | 23 |
| C. Statistiques | 27 |

EXAMEN DES DÉPENSES ET OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

| | |
|----------------------------|----|
| A. Aperçu | 29 |
| B. Déroulement de l'examen | 29 |
| C. Rapport du commissaire | 30 |

**FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO –
DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES**

| | |
|--|----|
| A. Introduction - Nouvelles responsabilités | 32 |
| B. Réseau d'agentes et d'agents indépendants de divulgation protégée | 32 |
| C. Que signifient les changements pour les fonctionnaires? | 33 |
| D. En quoi consiste le cadre de divulgation et d'enquête en matière d'actes répréhensibles? | 34 |
| E. À quoi peuvent s'attendre les fonctionnaires qui se mettent en rapport avec le Bureau du commissaire à l'intégrité? | 34 |
| F. Rapport d'activité | 37 |
| G. Renvois en vertu du paragraphe 118(2) | 38 |
| H. Renseignements sur des représailles | 39 |
| I. Statistiques | 39 |

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

| | |
|-----------------|----|
| A. Aperçu | 41 |
| B. Statistiques | 42 |

REMARQUES DE LA COMMISSAIRE



LYNN MORRISON

Le 31 juillet 2007, j'ai été nommée commissaire à l'intégrité par intérim, et c'est en cette qualité que j'ai le privilège de présenter au président de l'Assemblée législative le rapport annuel 2007-2008 du Bureau du commissaire à l'intégrité.

Plusieurs changements sont intervenus dans ce bureau durant l'exercice écoulé, dont le plus important a été le départ à la retraite de l'honorable Coulter A. Osborne, qui a assumé les fonctions de commissaire à l'intégrité du 17 septembre 2001 au 31 juillet 2007. Nous sommes avants une profonde dette de reconnaissance envers le juge Osborne pour sa conduite et son remarquable leadership tout au long de son mandat de commissaire non

seulement vis-à-vis du présent bureau, mais aussi vis-à-vis des députés provinciaux.

Peu après le départ du commissaire Osborne, la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* (la « *LFPO* ») a été proclamée en vigueur. Cette loi, qui vise à renforcer le respect de l'éthique et la responsabilisation au sein de la fonction publique de l'Ontario, confie deux mandats additionnels au Bureau du commissaire à l'intégrité.

NOUVEAUX MANDATS – LFPO

Le premier de ces nouveaux mandats a trait aux fonctionnaires qui travaillent dans un cabinet de ministre et aux anciens fonctionnaires qui ont travaillé dans un tel cabinet (qualifiés globalement de « personnel des cabinets des ministres »). En ma qualité de commissaire à l'intégrité, j'ai été nommée responsable de l'éthique pour l'application des règles régissant les conflits d'intérêts (y compris durant la période post-emploi) et le droit aux activités politiques.

Il convient de noter que les ministres demeurent ultimement responsables du respect de l'éthique et des règles relatives aux activités politiques par le personnel de leurs cabinets. C'est toutefois à moi, en ma qualité de commissaire à l'intégrité, qu'il appartient d'interpréter les règles régissant les conflits d'intérêts et les activités politiques.

Avant l'entrée en vigueur de la *LFPO*, le personnel des cabinets des ministres était soumis à la Directive sur les conflits d'intérêts et les restrictions après-emploi, dont

l'application était du ressort d'un commissaire aux conflits d'intérêts indépendant. À cette époque, notre bureau a quelques fois eu l'occasion de donner des conseils au personnel des cabinets des ministres, mais il l'a toujours fait dans l'optique des éventuelles retombées d'une situation sur la ministre ou le ministre concerné et n'a jamais manqué d'inviter les bénéficiaires de ses conseils à se tourner vers le commissaire aux conflits d'intérêts pour obtenir son avis. La *LFPO* établit désormais un cadre plus cohérent visant la prise de conseils auprès d'une seule source.

Le second de ces nouveaux mandats découle de la partie VI de la *LFPO*, laquelle me confie, en ma qualité de commissaire à l'intégrité, la responsabilité de recevoir de la part des membres de la fonction publique de l'Ontario, de façon confidentielle, les divulgations de possibles actes répréhensibles. Tel qu'expliqué plus en détail dans le corps du présent rapport, la *LFPO* prévoit deux façons de faire une telle divulgation : d'une part, de façon interne, au sein de son ministère ou organisme public et, d'autre part, de façon externe, à mon bureau. Indépendant de l'Assemblée législative, le présent bureau est bien placé pour recevoir des divulgations.

Le processus interne de divulgation des actes répréhensibles prévoit que les divulgations soient faites aux sous-ministres ou aux présidents des organismes publics, c.-à-d. aux responsables de l'éthique. Il incombe à ces responsables de favoriser le respect de l'éthique et de veiller à ce que les fonctionnaires soient au courant de la marche à suivre pour divulguer un acte répréhensible et des dispositions mettant les auteurs de telles divulgations à l'abri d'éventuelles représailles.

À mon avis, le succès du cadre de divulgation des actes répréhensibles mis en place par la *LFPO* ne sera pas mesuré par le nombre de divulgations reçues, mais par le degré de mobilisation des fonctionnaires. Il importe que les employés se sentent appréciés, puissent se faire entendre et sachent que quelqu'un les écoutera. D'un bon leadership découlera une culture du respect de l'éthique, une culture d'actes irréprochables.

Même si le présent rapport ne couvre que sept mois d'application de la *LFPO*, bien des choses ont déjà été accomplies durant cette période. Avant la proclamation en vigueur de la *LFPO*, il s'est avéré nécessaire d'ouvrir un bureau satellite, où les fonctionnaires se sentiraient bienvenus et à l'aise, sachant qu'ils ne risqueraient pas de se retrouver face à face avec les députés provinciaux ou le personnel des cabinets des ministres qui visitent nos bureaux au 21^e étage du 2, rue Bloor Est, à Toronto. Je suis heureuse que nous ayons pu obtenir des locaux au 7^e étage du 2, rue Bloor Est, où se trouve désormais le « Bureau du commissaire à l'intégrité – Fonction publique de l'Ontario ».

Par ailleurs, en anticipation de nos nouveaux mandats, notre bureau a eu le plaisir d'accueillir Dollis Pegus, comme agente d'accueil, et Valerie Jepson, comme avocate-conseil, qui nous aident à traiter les divulgations depuis l'entrée en vigueur de la *LFPO*. Valerie et Dollis se sont très bien intégrées à notre équipe, qu'elles enrichissent de leur présence. Je leur suis à toutes deux reconnaissante de leur enthousiasme, de leur professionnalisme et de leur dévouement.

LOI DE 1994 SUR L'INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS

L'éthique fait partie de notre vie au jour le jour et, face à des choix s'y rapportant, nous savons en général très bien quoi faire. Il arrive toutefois que la droiture ne soit pas simple et que nous hésitions sur la conduite à adopter. Les choses peuvent en particulier se compliquer pour les élus publics, qui sont sujets à maintes pressions venant de leur électorat, des lobbyistes, des lignes directrices de leur parti ou de leurs convictions personnelles.

Les 359 demandes présentées durant l'exercice aux termes de l'article 28 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* concernant l'exercice de leurs fonctions témoignent des hésitations qui peuvent survenir. Ces demandes soulignent bien que les députés prennent conseil avant d'agir, de manière à éviter qu'une situation ne donne lieu à une plainte.

Une élection provinciale s'est déroulée en octobre 2007, dans 107 circonscriptions – quatre de plus que durant les élections antérieures – à l'issue de laquelle 107 députés ont donc été élus, contre 103 auparavant. Après une élection, chaque député doit déposer un état de divulgation restreinte et me rencontrer pour passer cet état en revue. Je tiens à remercier l'ensemble des députés de leur coopération en déposant leurs états de divulgation dans les délais prescrits.

Dans le dernier rapport annuel, le commissaire Osborne indiquait qu'il avait discuté avec le président de l'Assemblée d'éventuelles modifications à la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et qu'un comité avait été constitué pour étudier les modifications envisagées. Ces modifications demeurent en suspens, mais j'espère qu'elles seront adoptées durant le prochain exercice.

LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

En janvier 1999, lorsque la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* a été proclamée en vigueur, le commissaire à l'intégrité de l'époque m'a délégué les pouvoirs que lui conférait cette loi d'agir comme registraire des lobbyistes. L'article 10 de cette loi nomme le commissaire registraire des lobbyistes, et j'ai continué de m'acquitter de mes fonctions en tant que registraire en ma capacité de commissaire à l'intégrité par intérim.

Ces dix dernières années, j'ai toujours été impressionnée par la quantité d'appels que je reçois de la part de lobbyistes soucieux de savoir quelle conduite est acceptable de leur part vis-à-vis des fonctionnaires, et quelles obligations sont les leurs en matière d'enregistrement. J'estime être exceptionnellement bien placée pour conseiller les lobbyistes quant à leurs activités, compte tenu du mandat du présent bureau. Je peux par exemple fournir des conseils aux lobbyistes qui tiennent compte des incidences de leurs activités sur les responsabilités des députés aux termes de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et sur les responsabilités du personnel des cabinets des ministres aux termes de la *LFPO*.

Durant la période où j'étais directrice du présent bureau, et en particulier depuis ma nomination comme commissaire à l'intégrité par intérim, j'ai eu la chance de pouvoir

compter sur le soutien d'une équipe dévouée. Cette équipe se compose de mon adjointe, Kim Fryer-Ellis, de la surveillante des opérations de bureau, Claire Allen, de l'adjointe de bureau, Tracey Berwick, et de l'administrateur des systèmes, Charlie Hastings. Tous les membres de cette équipe s'acquittent de leurs tâches avec zèle et professionnalisme, et je les en remercie très sincèrement.

J'invite les personnes qui lisent ce message à prendre connaissance des renseignements plus détaillés sur les activités du Bureau du commissaire à l'intégrité fournis dans le reste du présent rapport annuel et à ne pas hésiter à me faire part de leurs observations.

DONNÉES FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES DE 2007-2008¹

| | |
|------------------------------|------------------------|
| Salaires et avantages | 638 625,00 \$ |
| Transports et communications | 45 252,00 \$ |
| Services | 406 190,00 \$ |
| Fournitures et équipement | <u>53 010,00 \$</u> |
| | <u>1 143 076,00 \$</u> |

LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

L'information ci-après est fournie conformément à la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.

| <u>Employé</u> | <u>Rémunération</u> | <u>Avantages imposables</u> |
|-----------------------------|---------------------|-----------------------------|
| L'honorable Coulter Osborne | 111 463,21 \$ | 164,99 \$ |
| Lynn Morrison | 122 392,80 \$ | 223,95 \$ |

¹ Cette année, cet état inclut des dépenses liées à l'administration de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*. Par le passé, ces dépenses étaient présentées dans un rapport distinct.

INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS

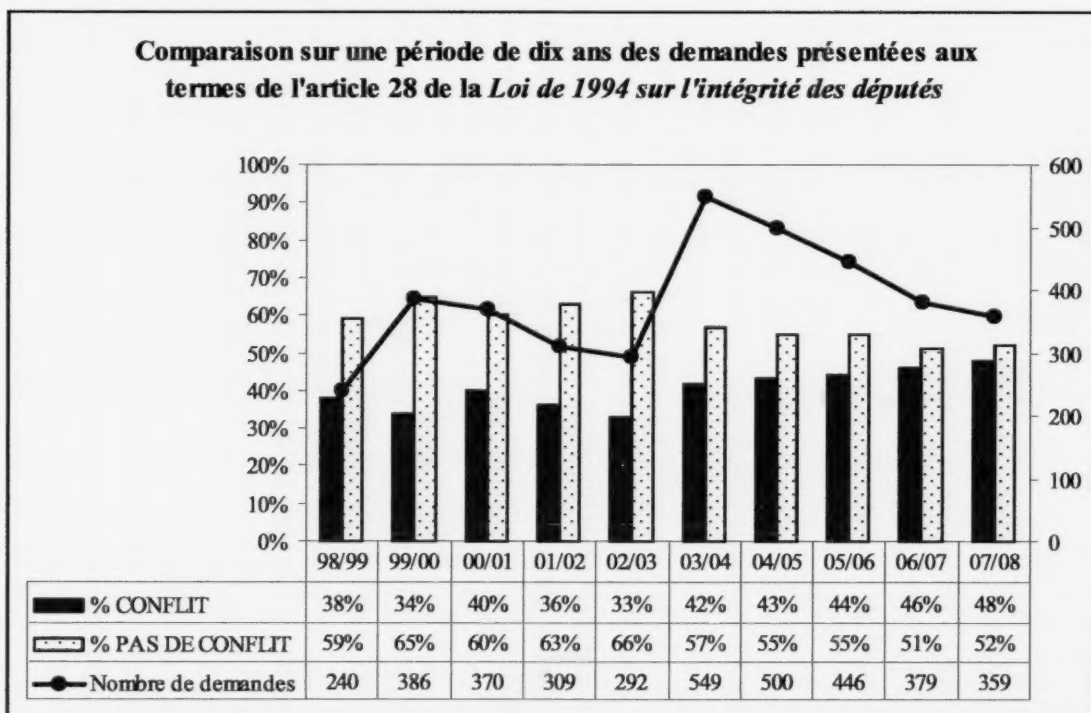
A. APERÇU

Une élection générale a eu lieu le 10 octobre 2007 et, le 15 avril 2008, le Bureau du commissaire à l'intégrité a déposé 107 états de divulgation publique auprès du greffier de l'Assemblée législative, conformément au paragraphe 21(6) de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*. Tous les membres de l'Assemblée législative ont satisfait aux exigences de la *Loi*.

Les états de divulgation publique sont accessibles sur notre site Web, www.oico.on.ca. De plus, des copies de ces états sont disponibles par l'intermédiaire du greffier de l'Assemblée législative, salle 104, Édifice de l'Assemblée législative, à Queen's Park, à Toronto.

Les députés peuvent déposer leur état de divulgation restreinte de façon soit manuelle, soit électronique. Cette année, 43 pour 100 des députés ont rempli leur état de divulgation restreinte en ligne. Nous encourageons tous les députés à se prévaloir des possibilités de dépôt en ligne.

B. STATISTIQUES



Les chiffres annuels ne totalisent pas toujours 100 pour 100. Les éventuels écarts représentent diverses demandes qui pour les unes, ont été retirées, pour les autres, ne relevaient pas de la compétence de la commissaire.

Demandes présentées aux termes de l'article 28 de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés entre le 1er avril 2007 et le 31 mars 2008

| Origine | Nombre | Conflit | Pas de conflit | Hors compétence |
|------------------------------------|------------|------------|----------------|-----------------|
| Députées ou députés | 354 | 169 | 180 | 5 |
| Conjointes ou conjoints | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fiduciaires | 1 | 0 | 1 | 0 |
| Caucus | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Membres du Conseil des ministres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Membres d'un comité de l'Assemblée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Anciennes et anciens ministres | 3 | 0 | 3 | 0 |
| TOTAL | 359 | 170 | 184 | 5 |

C. RÉSUMÉ DE QUELQUES DEMANDES PRÉSENTÉES AUX TERMES DE L'ARTICLE 28

Les pages qui suivent résument quelques avis donnés par le commissaire durant l'exercice écoulé. Ces exemples ne sont pas exhaustifs et ne représentent pas tous les types de situations dans lesquelles les députés peuvent se trouver dans l'exercice de leurs fonctions au jour le jour. Les exemples, abrégés pour des raisons d'espace, visent à mettre les députés et leur personnel en garde contre les situations qui pourraient poser un problème et au sujet desquelles il serait préférable de consulter le Bureau du commissaire à l'intégrité. Il convient de noter que chaque demande est basée sur la divulgation de certains faits et que les avis donnés se fondent sur les faits en question.

DEMANDE N° 1

Question :

Un député s'est renseigné sur la question de savoir s'il pouvait exhiber des tableaux d'artistes locaux sur les murs de son bureau de circonscription.

Avis :

Exhiber les œuvres d'un ou deux artistes risquerait d'être vu comme un traitement de faveur envers ces artistes au détriment d'autres artistes. Si un député veut exhiber des œuvres d'artistes locaux, il devrait le faire en alternance, afin d'accorder des chances plus égales à tous les artistes de sa circonscription.

Ni les noms des artistes, ni le prix de leurs œuvres, ne devraient être affichés; toutefois, si on lui demande des renseignements au sujet des œuvres, le bureau de circonscription peut communiquer les coordonnées des artistes concernés aux personnes intéressées.

DEMANDE N° 2

Question :

Une députée a adressé une lettre au Haut-commissariat de Grande-Bretagne pour le compte d'un électeur. L'électeur a communiqué avec l'ombudsman à propos du même problème. L'ombudsman demande maintenant à la députée de lui transmettre une copie de sa lettre. La députée peut-elle accéder à la demande de l'ombudsman?

Avis :

Transmettre une copie de la lettre au Bureau de l'ombudsman ne constitue pas une violation de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*; ceci étant dit, l'électeur devrait autoriser la députée par écrit à transmettre la lettre.

DEMANDE N° 3

Question:

Une adjointe de circonscription a été invitée à siéger au conseil exécutif provincial et fédéral de son parti, de même qu'à plusieurs autres conseils au sein de la collectivité, et elle s'est renseignée pour savoir si elle pouvait accepter ces invitations et aussi s'il lui

était possible de participer à des grands rassemblements politiques et à des activités de levée de fonds, d'écrire des lettres à la rédaction dans la presse, etc.

Avis :

Bien que cela ne relève pas du mandat du commissaire à l'intégrité, nous avons de temps à autres conseillé des adjointes ou adjoints de circonscription, vu que leurs activités peuvent avoir des incidences sur les députés pour lesquels ils ou elles travaillent. (Les adjointes et adjoints de circonscription ne font pas partie du personnel des cabinets des ministres.)

[1] Assumer le rôle de membre du conseil exécutif fédéral et provincial d'un parti ne donne naissance à aucun conflit, en autant que les ressources du bureau de circonscription ne soient pas utilisées à cette fin et que le député soit d'accord avec la participation de l'adjointe au conseil.

[2] Siéger à d'autres conseils au sein de la collectivité est généralement acceptable, sous réserve de ce qui suit :

- a) les organismes au conseil desquels l'adjointe veut siéger ne sont pas du ressort du ministère du député, si celui-ci est ministre ou adjoint parlementaire;
- b) les activités de l'adjointe en tant que membre des conseils ne nuisent pas à l'exécution de ses fonctions au sein du bureau de circonscription;
- c) l'adjointe de circonscription ne se sert pas des ressources du bureau de circonscription pour s'acquitter de son rôle au sein des conseils;
- d) le député sait que l'adjointe siège à ces divers conseils et n'y voit pas d'inconvénient.

[3] Participer à des grands rassemblements politiques est permis, à condition que le député soit au courant; l'adjointe de circonscription doit toutefois prendre garde à ne pas exprimer d'opinions qui pourraient être contraires à celles du député. L'adjointe représente l'ensemble de l'électorat de la circonscription, sans égard à leurs affinités politiques. Chaque fois qu'une situation particulière se présente, l'adjointe a intérêt à prendre conseil auprès du Bureau du commissaire à l'intégrité.

[4] Participer à des activités de levée de fonds est acceptable, sous réserve de ce qui suit :

- (a) le député est au courant de la participation aux activités de levée de fonds et y consent;
- (b) les levées de fonds ont lieu pour le compte d'un organisme de bienfaisance enregistré ou à toute autre fin de bienfaisance;
- (c) les levées de fonds ont lieu de façon raisonnable;
- (d) le bureau de circonscription n'est pas utilisé pour solliciter des dons.

L'adjointe aurait intérêt à prendre conseil auprès du commissaire à l'intégrité chaque fois qu'une occasion de levée de fonds particulière se présente.

[5] L'envoi de lettres à la rédaction de quotidiens ou de revues appelle la prudence. L'électorat qui lit les lettres publiées finira par connaître l'identité de l'adjointe de

circonscription, et tout commentaire qu'elle pourra faire à titre personnel pourra être interprété comme reflétant la position du député. Il importe que le député soit au courant des activités de l'adjointe et qu'il n'y fasse pas d'objection.

[6] Les adjointes et adjoints de circonscription ont bien des occasions de mettre en lumière des enjeux d'importance au sein de la collectivité. Il leur est conseillé de communiquer avec le Bureau du commissaire à l'intégrité chaque fois qu'une nouvelle situation se présente et de fournir des détails sur l'activité à laquelle ils songent participer. Des conseils spécifiques leur seront alors donnés.

DEMANDE N° 4

Question :

Une entreprise située dans la circonscription d'un député est en liquidation et la Commission des services financiers de l'Ontario a été saisie d'un litige relatif à son régime de pension voici déjà plusieurs mois. Le député a été invité à écrire une lettre à la CSFO pour se renseigner sur le retard au niveau du traitement de ce litige.

Avis :

Si l'entreprise est représentée par un avocat, le député ne devrait pas s'immiscer dans l'affaire, car il incombe à l'avocat de faire le nécessaire au nom de l'électeur. Toute intervention du député pourrait être interprétée comme une tentative d'ingérence dans la manière dont l'avocat s'occupe du dossier.

Si l'entreprise n'est pas représentée par un avocat, le bureau de circonscription du député peut se renseigner sur l'avancement de l'affaire et sur les délais de traitement usuels d'un tel dossier. Si le délai écoulé depuis que la CSFO a été saisie de l'affaire semble inhabituel, le bureau de circonscription peut se renseigner sur la question de savoir si des modalités sont prévues permettant de demander que le traitement du dossier soit accéléré, puis transmettre les renseignements obtenus à l'électeur. Il s'agit de prendre garde à ce que le bureau de circonscription ne soit pas utilisé pour exercer des pressions politiques sur la CSFO, car ce serait contraire à l'article 4 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

DEMANDE N° 5

Question :

Un député peut-il agir comme commissaire aux affidavits?

Avis :

L'article 1 de la *Loi sur les commissaires aux affidavits* stipule que les députés à l'Assemblée législative sont d'office des commissaires aux affidavits.

DEMANDE N° 6

Question :

Un ministre a voulu savoir s'il pouvait rédiger une lettre de recommandation en faveur d'un candidat à l'Ordre de l'Ontario.

Avis :

Les conventions parlementaires interdisent aux ministres de favoriser les intérêts d'un particulier en personne auprès d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission, que ce soit par comparution ou toute autre forme d'intervention. Aussi longtemps qu'une personne est ministre, le public la perçoit comme telle, et toute démarche effectuée par une ou un ministre pourrait être perçue comme une tentative d'influer sur une décision de l'organisme, du conseil ou de la commission en question, en contravention de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

De plus, les propositions d'octroi de l'Ordre de l'Ontario sont toujours soumises au Conseil des ministres. Si le ministre rédige la lettre demandée, il devra, le jour où la candidature sera soumise au Conseil des ministres, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute discussion ou à tout vote s'y rapportant. S'il ne fournit aucune lettre de recommandation, il peut parler en faveur du candidat devant le Conseil des ministres.

DEMANDE N° 7

Question :

Est-ce qu'un ministère peut répondre à un courriel envoyé au bureau de circonscription du ministre si l'entreprise qui a envoyé le courriel est implantée dans la circonscription du ministre?

Avis :

Le ministère devrait répondre à toute correspondance qui lui est adressée. Ceci ne donne naissance à aucun conflit d'intérêts si l'électeur, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise, est domicilié dans la circonscription du ministre.

Le bureau de circonscription du ministre peut répondre aux demandes de renseignements concernant la situation d'une affaire qui est du ressort de son ministère ou encore les politiques et procédures s'y rapportant sans que cela ne crée de conflit pour le ministre. Cependant, si un électeur demandait au bureau de circonscription de défendre ses intérêts, le bureau devrait le renvoyer au député provincial d'une circonscription voisine, car toute intervention en faveur de l'électeur par le bureau de circonscription du ministre pourrait être interprétée comme une tentative d'ingérence dans le processus, en contravention de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

DEMANDE N° 8

Question :

Est-ce qu'un député peut distribuer des cartes de Noël faisant état de sa qualité de député et de ministre?

Avis :

Il serait inapproprié pour un député d'utiliser à la fois les titres de député et de ministre sur la même carte. Il ne doit pas mélanger ses activités pour le compte du ministère et celles pour le compte de sa circonscription. Il peut envoyer des cartes sur lesquelles il s'identifie comme député aux résidents de sa circonscription et des cartes sur lesquelles il s'identifie comme ministre aux intervenants de son ministère. Les frais d'impression et

d'envoi sont à affecter aux budgets appropriés. Il ne doit pas utiliser des ressources de son bureau de circonscription pour la production des cartes ministérielles et vice-versa.

DEMANDE N° 9

Question :

Un club nautique local a offert à un député et ministre de devenir membre honoraire. La qualité de membre honoraire lui donnerait le droit de participer à des activités organisées par le club et de fréquenter son restaurant. Le député et ministre peut-il accepter cette offre?

Avis :

L'adhésion à un club nautique, un club de golf, etc. dont les frais sont pris en charge par un donateur privé n'est pas autorisée. La même chose vaut pour l'acceptation de billets et de laissez-passer pour des représentations théâtrales, des événements sportifs, etc., à moins qu'il n'existe une relation antérieure avec le donateur ou que le don ne soit reçu dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles qui accompagnent habituellement les devoirs de la charge de député ou de ministre.

En l'occurrence, l'adhésion au club nautique ne s'inscrit pas dans le cadre des responsabilités du député en tant que tel ou en tant que ministre, et l'acceptation de ce droit d'adhésion pourrait être interprétée comme une tentative d'utiliser ses fonctions de député ou de ministre de façon inappropriée pour encourager la fréquentation du club, et le ministre et député pourrait donc donner l'impression de favoriser ce club par rapport à d'autres. Le commissaire a donc indiqué qu'il y avait lieu de refuser cette offre.

Il convient de noter que les députés peuvent très bien accepter des laissez-passer leur donnant accès à des entités financées par le gouvernement provincial, telles que le Musée royal de l'Ontario, le Centre des sciences de l'Ontario, Place Ontario, etc., car la fréquentation de ces entités et l'utilisation de leurs installations par des élus publics et leurs invités aide à promouvoir ces entités. Les députés qui acceptent un tel laissez-passer doivent, si sa valeur dépasse 200 \$, remplir un état de divulgation s'y rapportant et le déposer auprès du Bureau du commissaire à l'intégrité dans les 30 jours.

DEMANDE N° 10

Question :

Une ministre s'est vu offrir une nomination comme présidente honoraire d'un organisme qui ne relève pas de la compétence de son ministère. Cette nomination est-elle acceptable?

Avis :

Le titre de « présidente honoraire » sous-entend en général l'octroi d'un appui à un organisme, mais sans responsabilités opérationnelles. Il s'agit d'un honneur, qui ne s'accompagne pas de l'exécution d'un rôle de gestionnaire. La ministre peut donc accepter la nomination. Elle ne doit toutefois participer à aucune discussion portant sur l'aide financière que le gouvernement peut accorder à l'organisme en question ou sur des questions susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts en raison de l'appartenance

de la ministre au Conseil des ministres. Elle doit réfléchir au cas par cas à sa participation aux activités de l'organisme.

DEMANDE N° 11

Question :

Un ministre s'est renseigné sur l'utilisation autorisée du parc automobile du ministère. Le ministre a besoin d'acheminer des documents confidentiels à son bureau de circonscription pour approbation et signature, et la sécurité de cet acheminement est importante.

Avis :

Le parc automobile du ministère ne doit servir qu'à des fins ministérielles, et ne doit donc pas être utilisé pour des activités liées au bureau de circonscription. Les dépenses de transport urbain et de messagerie relatives aux activités des bureaux de circonscription sont couvertes par le budget général de frais de bureau et de communications, tel qu'indiqué à la partie 4 du *Guide des ressources humaines de l'Assemblée législative - Les indemnités parlementaires; Les services aux députés; Le personnel de soutien des députés; Le personnel des groupes parlementaires* qui traite des budgets et des allocations des députés.

Le parc automobile ministériel peut être utilisé pour acheminer des documents ministériels au ministre lorsque celui-ci se trouve dans son bureau de circonscription, surtout lorsque les documents en question sont de nature sensible.

DEMANDE N° 12

Question :

Il est interdit aux membres du Conseil des ministres de présenter des pétitions à l'Assemblée législative. Ceci étant dit, jusqu'à quel point un ministre peut-il participer au processus de pétition?

Avis :

Présenter des pétitions fait partie des activités effectuées au nom de l'électorat d'une circonscription. Faire en sorte qu'une pétition soit disponible au bureau de circonscription pour que les électeurs intéressés puissent la signer est une activité autorisée par l'article 5 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*. Le ministre doit toutefois demander à un autre député provincial qui ne fait pas partie du Conseil des ministres de présenter la pétition à l'Assemblée législative.

DEMANDE N° 13

Question :

Une électrice qui siège comme bénévole au conseil d'administration d'un club local a demandé à une députée et ministre si elle pouvait utiliser son nom comme référence sur une demande de subvention adressée à la Fondation Trillium. Elle a présenté la demande, en y incluant le nom de la ministre, avant même d'avoir reçu une réponse de celle-ci.

Un employé du club local a appelé le bureau de circonscription dès qu'il a vu que le nom de la ministre avait été utilisé. Le bureau a immédiatement avisé la ministre, qui a son tour s'est mise en rapport avec le Bureau du commissaire à l'intégrité.

Avis :

Les conventions parlementaires interdisent aux ministres de favoriser les intérêts d'un particulier en personne auprès d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission – en l'occurrence, la Fondation Trillium – que ce soit par comparution ou toute autre forme d'intervention. Aussi longtemps qu'une personne est ministre, le public la perçoit comme telle. Toute démarche effectuée par une ou un ministre, pour communiquer avec un organisme, un conseil ou une commission en vue d'appuyer la position d'un particulier pourrait être perçue comme une tentative d'influer sur une décision de l'organisme, du conseil ou de la commission en question, en contravention de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*. Par ailleurs, le club a agi de façon inappropriée, puisqu'il a utilisé le nom de la ministre sans son autorisation.

Le commissaire à l'intégrité a recommandé ce qui suit :

[1] La députée et ministre doit aviser la Fondation Trillium qu'elle n'avait pas autorisé le club à présenter sa demande en utilisant son nom comme référence.

[2] La ministre doit envoyer une lettre au club confirmant qu'elle ne l'avait pas autorisé à utiliser son nom et l'informant qu'elle a demandé à la Fondation Trillium de retirer son nom de la demande.

L'adjointe de circonscription de la députée et ministre a fait preuve de bonne foi en avisant le Bureau du commissaire à l'intégrité le plus tôt possible de ce qui s'était produit, et en veillant au respect des recommandations ci-dessus. La députée et ministre a donc fait tout le nécessaire pour rester fidèle aux conventions parlementaires ontariennes.

DEMANDE N° 14

Question :

Un électeur, qui est représenté par un avocat, a demandé à son député de l'aider à propos d'un démêlé avec les services policiers de Toronto.

Avis :

L'électeur a retenu les services d'un avocat, et il appartient à cet avocat de faire le nécessaire pour représenter les intérêts de son client. Toute intervention du député dans cette affaire constituerait une utilisation contre-indiquée de son bureau et pourrait être interprétée comme une tentative d'ingérence ou comme un abus d'influence, en contravention de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

DEMANDE N° 15

Question :

Une électrice a demandé à un ministre de fournir une lettre de références morales pour son fils, qui fait l'objet d'accusations criminelles. Le ministre peut-il rédiger la lettre demandée?

Avis :

Bien qu'aucune disposition de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* n'interdise spécifiquement aux députés de fournir des lettres de références morales, ou de témoigner devant un tribunal, le commissaire à l'intégrité a établi comme règle que les députés ne devraient pas se mêler d'instances judiciaires.

Si les références morales du ministre sont indispensables à la défense de l'accusé, l'avocat de la défense peut assigner le ministre à témoigner. Toutefois, l'intervention de celui-ci se ferait à titre personnel, et non en qualité de député ou de ministre.

DEMANDE N° 16

Question :

Un électeur, qui est partie à une instance judiciaire, a demandé à rencontrer un député pour essayer d'obtenir son aide.

Avis :

Notre démocratie repose sur l'existence de trois pouvoirs, le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Chacun d'eux décide à lui seul des questions qui relèvent de sa compétence. Toute instance devant un tribunal est une instance judiciaire assortie de modalités d'appel précises. Les membres de l'Assemblée législative ne doivent jamais communiquer avec un juge ni aucun autre membre du judiciaire à propos d'une affaire dont un tribunal est saisi.

En conséquence, le député ne peut être d'aucune aide à cet électeur.

Pour éviter toute possibilité de conflit d'intérêts, le député ne devrait pas accepter de rencontrer l'électeur à ce stade.

DEMANDE N° 17

Question :

Est-ce qu'un député peut solliciter et recueillir des promesses de dons en faveur d'une bonne œuvre?

Avis :

Les bureaux de circonscription doivent demeurer politiquement neutres dans toutes leurs activités. La participation active à la promotion d'une bonne œuvre, notamment en sollicitant et en recueillant des dons ou des promesses de dons, pourrait être interprétée comme une action favorisant une bonne œuvre par rapport à d'autres. De plus, le député risquerait de se voir par la suite invité à intervenir de la même manière en faveur de quantité d'autres organismes dans sa circonscription.

Enfin, si jamais les promesses de dons ou les dons disparaissaient du bureau de circonscription, par inadvertance ou par suite d'un vol, la responsabilité du député risquerait d'être en jeu et il pourrait être contraint de remplacer les sommes d'argent en jeu.

Le commissaire est d'avis que cette activité constituerait une utilisation inappropriée du bureau de circonscription. Par contre, renseigner les électeurs sur le lieu et la manière de faire des promesses de dons ou des dons serait acceptable.

DEMANDE N° 18

Question :

Un député s'est renseigné sur la question de savoir s'il pouvait, en période de campagne électorale, fournir une lettre d'appui à une électrice et à un organisme de bienfaisance subventionné par le gouvernement.

Avis :

En temps ordinaire, le député pourrait rédiger une lettre d'appui sur le papier à en-tête de son bureau de circonscription. En période électorale, les députés ne sont en principe plus en fonctions. Bien que les bureaux de circonscription restent ouverts pendant la campagne pour continuer d'assurer des services aux résidents locaux, seul le personnel du bureau qui a décidé de ne pas participer à la campagne électorale devrait s'occuper de la prestation de ces services. Le député a donc été avisé de ne pas fournir de telle lettre dans les circonstances.

DEMANDE N° 19

Question :

Un député a personnellement fait un don en argent à une œuvre de bienfaisance. Les noms des donateurs vont être inscrits sur une plaque. Est-ce que sa qualité de député peut-être gravée sur la plaque à côté de son nom?

Avis :

Le don a été fait à titre personnel. Mentionner que le don provenait de quelqu'un qui est aussi député induirait les personnes voyant la place en erreur et serait une utilisation inappropriée du titre de député.

DEMANDE N° 20

Question :

Une clinique d'aide juridique communautaire a demandé à un député s'il accepterait d'inclure un lien vers la clinique sur son site Web de député.

Avis :

Bien que l'ajout d'un hyperlien vers la clinique d'aide juridique sur le site Web du député serait une façon de fournir de l'information à ses électeurs, pareil ajout pourrait être vu comme une forme de publicité, ce qui serait inapproprié. Le député représente toutes les personnes physiques et morales de sa circonscription, et il se peut que cette dernière dispose d'autres sources d'aide juridique : créer un lien vers une source spécifique pourrait être interprété comme constituant un traitement de faveur envers une entité par rapport à d'autres.

DEMANDE N° 21

Question :

Une députée a été invitée à participer aux cérémonies d'ouverture de plusieurs foires automnales dans sa circonscription, mais depuis, une campagne électorale a démarré. Quel rôle la députée peut-elle jouer dans ces cérémonies?

Avis :

La députée doit prendre garde à ne pas participer à ces foires en sa qualité de député, car techniquement, elle n'occupe plus de telles fonctions pendant la campagne électorale. Au moment de s'adresser aux autres participantes et participants à ces foires, elle devra prendre garde de ne parler que des foires elles-mêmes.

DEMANDE N° 22

Question :

Un ministre a été invité à se joindre à une commission de gens influents qui s'occupe de choses relatives à sa circonscription.

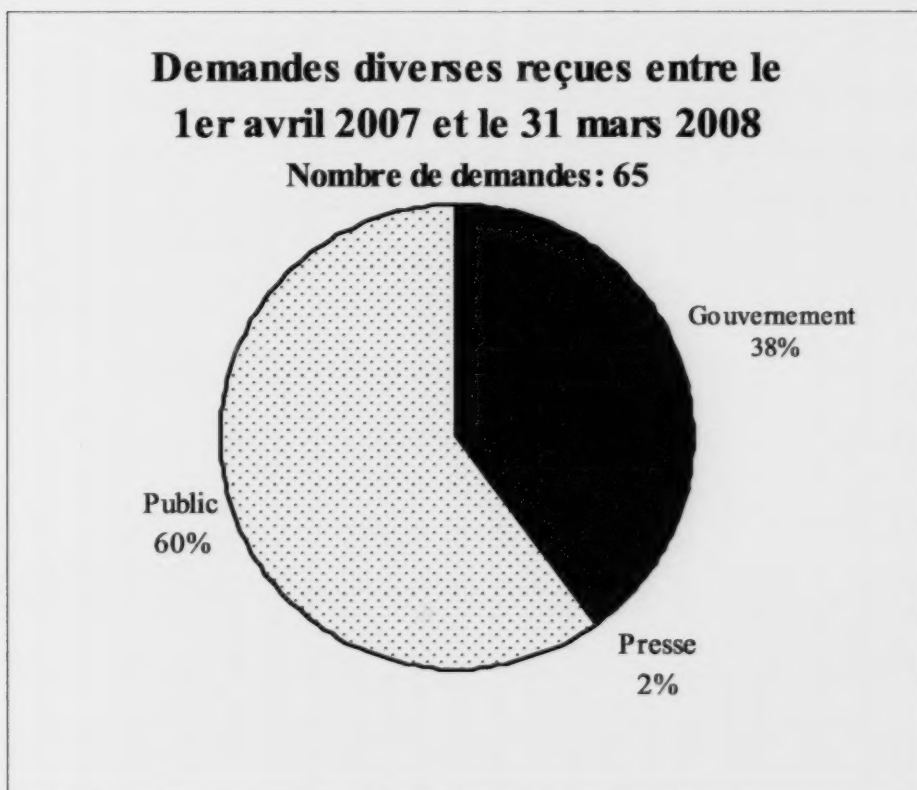
Avis :

Le ministre est aussi membre d'un comité ministériel qui pourrait être amené à traiter des choses dont s'occupe cette commission. Pour éviter toute possibilité de conflits d'intérêts, le ministre ne devrait pas accepter l'invitation de se joindre à la commission de gens influents.

D. DEMANDES DIVERSES

Durant l'exercice sur lequel porte le présent rapport, le Bureau du commissaire à l'intégrité a reçu 65 demandes de renseignements des différents niveaux de gouvernement, du public et des médias.

Ces demandes portaient sur des questions variées, y compris les actions de divers organismes et employés du gouvernement, les lignes directrices en matière de conflits d'intérêts visant le personnel des organismes gouvernementaux, des plaintes de membres du public à l'égard de la conduite de certains députés, des questions générales concernant l'interprétation de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, les rapports du commissaire à l'intégrité, les états de divulgation publique et enfin les politiques et procédures du Bureau du commissaire à l'intégrité. Plusieurs personnes se sont aussi renseignées sur la manière de se procurer une copie du rapport annuel du Bureau.



E. AFFAIRES SOUMISES

L'article 30 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* dit ceci :

30. (1) Le député qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un autre député a contrevenu à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes peut demander que le commissaire donne son avis sur l'affaire.

(2) La demande se fait par écrit et précise les motifs de la conviction et la contravention qui aurait été commise.

(3) Le député qui présente la demande en remet promptement une copie au président, qui fait déposer la demande devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, le président la fait déposer dans les 10 jours qui suivent le début de la session suivante.

(4) L'Assemblée peut, par voie de résolution, demander que le commissaire donne son avis sur la question de savoir si un député a contrevenu à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes.

(5) Le Conseil exécutif peut demander que le commissaire donne son avis sur la question de savoir si un membre du Conseil exécutif a contrevenu à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes.

(6) L'Assemblée et ses comités ne doivent pas enquêter sur une affaire qui a été soumise au commissaire en vertu du paragraphe (1) ou (4). 1994, chap. 38, art. 30.

Une directive concernant l'application de cet article est disponible (en anglais seulement) sur notre site Web, à l'adresse www.oico.on.ca.

Durant la période sur laquelle porte le présent rapport annuel, le commissaire a fait le rapport ci-dessous sur une affaire qui lui a été soumise en application de cet article 30. Le texte intégral de ce rapport est accessible (en anglais seulement) sur notre site Web, www.oico.on.ca, en suivant le lien « Commissioner's reports ». Une copie papier de ce document est également disponible sur demande.

(1) Rapport relatif à une affaire soumise par Peter Kormos, député de Welland, à savoir si Michael A. Brown, député d'Algoma-Manitoulin, avait, en sa qualité de président de l'Assemblée législative, enfreint les conventions parlementaires en contravention de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* en participant à un souper de célébration postélectorale organisé en faveur des membres du groupe parlementaire libéral et de leurs conjointes et conjoints.

PERSONNEL DES
MINISTRES-
RESPECT DE
L'ÉTHIQUE

A. APERÇU

La *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* (la « *LFPO* »), entrée en vigueur le 20 août 2007, attribue au commissaire à l'intégrité les fonctions de responsable de l'éthique pour le personnel des cabinets des ministres.

Les personnes qui travaillent dans les cabinets des ministres ne font pas partie de la fonction publique traditionnelle. Nommées par le gouvernement, elles remplissent des rôles aussi variés que chef de cabinet ou chauffeur de ministre. Selon la *LFPO*, il appartient aux ministres de promouvoir le respect de l'éthique au sein de leur cabinet et de veiller à ce que tous les membres de leur personnel soient au courant des règles régissant les conflits d'intérêts.

Les responsabilités du commissaire à l'intégrité vis-à-vis du personnel des cabinets des ministres sont similaires à celles qui sont les siennes vis-à-vis des députés provinciaux : elles consistent à leur donner des conseils et des directives en ce qui concerne les conflits d'intérêts, les activités politiques et les règles à observer après la fin d'un emploi. Chaque situation devant être évaluée au cas par cas, les personnes qui travaillent au sein des cabinets des ministres ne doivent jamais hésiter à prendre conseil auprès du Bureau du commissaire à l'intégrité.

Les exigences concernant le respect de l'éthique sont énoncées dans les *Règles relatives aux conflits d'intérêts visant les fonctionnaires actuels et anciens des cabinets des ministres* (Règl. de l'Ont. 382/07) (les « *Règles relatives aux conflits d'intérêts* »), de même qu'aux articles 66 à 69 de la *LFPO*. Les règles à respecter en matière d'activités politiques sont pour leur part énoncées aux articles 94 à 98 de la *LFPO*.

Les personnes employées dans les cabinets des ministres sont tenues d'aviser le commissaire à l'intégrité de tout intérêt personnel ou pécuniaire qui pourrait faire intervenir les *Règles relatives aux conflits d'intérêts* qui leur sont applicables, de même que de toute activité politique à laquelle elles s'adonnent susceptible d'être en conflit avec les intérêts de la Couronne. Elles doivent ensuite suivre les directives que le commissaire à l'intégrité leur donne.

Depuis la proclamation en vigueur de la *LFPO*, le Bureau du commissaire à l'intégrité a organisé à l'intention des membres du personnel de divers cabinets ministériels plusieurs séances d'information sur le mandat du commissaire. Le Bureau se tient à la disposition des ministres pour organiser des séances similaires au cours du prochain exercice.

B. DEMANDES DU PERSONNEL DES CABINETS DES MINISTRES

Durant l'exercice sur lequel porte le présent rapport, le Bureau du commissaire à l'intégrité a reçu 71 demandes du personnel des cabinets des ministres.

Les pages qui suivent présentent, à titre d'exemple et de façon anonyme, quelques demandes de renseignements reçues par la commissaire à l'intégrité en sa qualité de responsable de l'éthique depuis la proclamation en vigueur de la *Loi de 1996 sur la fonction publique de l'Ontario* (la « LFPO ») en août 2007. Ces exemples, abrégés, ne sont pas exhaustifs. Ils sont fournis afin d'illustrer le type de questions que nous recevons.

Ces exemples aideront par ailleurs le personnel des cabinets des ministres à se faire une idée des situations dans lesquelles il y a lieu de communiquer avec notre bureau. Les directives présentées ci-après sont basées sur des circonstances précises, et il est attendu des personnes employées dans un cabinet ministériel qu'elles se mettent en rapport avec le Bureau du commissaire à l'intégrité pour prendre conseil et obtenir des directives spécifiques si jamais elles faisaient face à des situations similaires.

Toute mention de « fonctionnaire » ci-après vise une personne fonctionnaire qui travaille dans un cabinet de ministre.

DEMANDE N° 1

Situation :

Un fonctionnaire aimerait accepter un emploi à temps partiel comme journaliste qui consisterait à rédiger une chronique hebdomadaire sur un sujet sans rapport avec les affaires gouvernementales.

Décision ou directive :

Le fonctionnaire peut très bien accepter de rédiger cette chronique, sous réserve des conditions suivantes :

1. le ministre est au courant de cet emploi à temps partiel et l'approuve;
2. le fonctionnaire rédige la chronique en-dehors de ses heures de travail pour le cabinet du ministre et sans utiliser les ressources du gouvernement;
3. la rédaction de la chronique n'entrave pas l'exécution par le fonctionnaire de ses fonctions au sein du cabinet du ministre.

DEMANDE N° 2

Situation :

La mère d'un fonctionnaire, qui est comptable, a un client qui fournit des services contractuels au ministère de la fonctionnaire.

Décision ou directive :

Étant donné que le processus d'appel d'offres ayant mené à l'attribution du contrat à la comptable a eu lieu à un échelon hiérarchique inférieur du ministère et que la fonctionnaire n'y a pas participé, la commissaire a estimé que la situation ne créait aucun conflit d'intérêts pour la fonctionnaire. La commissaire a conseillé à la fonctionnaire, afin d'éviter toute perception de conflit, qu'elle s'abstienne non seulement de participer à toute discussion au sein du ministère portant sur le client de sa mère, mais aussi qu'elle évite de parler du client en question avec sa mère.

DEMANDE N° 3

Situation :

Un fonctionnaire s'est fait offrir des billets d'admission à un match de l'équipe de hockey Maple Leafs de Toronto par un intervenant auprès de son ministère.

Décision ou directive :

Le paragraphe 4 (1) des *Règles relatives aux conflits d'intérêts* se lit comme suit :

Un fonctionnaire ne doit pas accepter de don des personnes ou des entités suivantes lorsqu'une personne raisonnable pourrait conclure que le don risque de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions au service de la Couronne :

1. *Une personne, un groupe ou une entité qui a des rapports avec la Couronne.*
2. *Une personne, un groupe ou une entité à qui le fonctionnaire fournit des services dans le cadre de ses fonctions au service de la Couronne.*
3. *Une personne, un groupe ou une entité qui cherche à faire affaire avec la Couronne.*

Or, une personne raisonnable pourrait conclure que l'acceptation des billets pour un match de hockey risque d'influencer le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, car l'offre des billets pourrait être associée à l'attente d'une faveur en retour.

Le paragraphe 4 (2) dit par ailleurs ceci :

Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le fonctionnaire d'accepter un don de valeur symbolique offert par mesure de courtoisie ou d'hospitalité si une telle conduite est raisonnable dans les circonstances.

La valeur des billets de hockey n'est toutefois pas symbolique, et, vu que la participation à un match de hockey est sans rapport avec les fonctions et les responsabilités du fonctionnaire, on ne peut pas dire que les billets ont été offerts par mesure de courtoisie ou d'hospitalité. Le fonctionnaire doit donc refuser ces billets.

Il convient de noter que la question de savoir si un don est acceptable ou non varie au cas par cas. Les personnes employées au sein d'un cabinet ministériel sont donc invitées à prendre conseil auprès du Bureau du commissaire à l'intégrité pour savoir si l'acceptation

d'un don ou un avantage est possible sans contrevenir à l'article 4 des *Règles relatives aux conflits d'intérêts*.

DEMANDE N° 4

Situation :

Un fonctionnaire siège au conseil d'administration d'un organisme sans but lucratif qui ne fait pas partie des intervenants auprès de son ministère.

Décision ou directive :

Le fonctionnaire est libre de siéger à ce conseil d'administration, sous réserve des conditions suivantes :

1. le ministre est au courant de sa qualité d'administrateur de cet organisme et l'approuve;
2. le fonctionnaire ne participe à aucune discussion du conseil touchant soit un financement fourni ou susceptible d'être fourni par le gouvernement provincial, soit tout autre sujet qui pourrait être incompatible avec son travail au sein du cabinet du ministre;
3. le fonctionnaire n'utilise aucune ressource du gouvernement, y compris ses heures de travail au sein du cabinet du ministre, aux fins de ses activités d'administrateur.

Le fonctionnaire a été invité à prendre contact avec notre bureau à l'avenir si jamais il avait besoin d'un complément d'information dans d'autres circonstances.

DEMANDE N° 5

Situation :

Dans les 12 mois qui ont précédé son entrée en fonctions au sein du cabinet d'un ministre, un nouveau fonctionnaire exerçait des pressions pour le compte de ses clients auprès du ministère qui l'emploie présentement. Que doit-il faire pour éviter toute perception de conflit et tout conflit d'intérêts potentiel ou réel?

Décision ou directive :

La commissaire a donné comme directive au fonctionnaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pendant une période de douze mois pour éviter de faire l'objet de pressions de la part de ses anciens clients ou clientes. Elle a aussi rappelé au fonctionnaire qu'il lui était interdit de faire bénéficier qui que ce soit d'un traitement préférentiel et qu'il devait s'efforcer d'éviter de donner l'impression d'accorder un traitement préférentiel quelconque à d'anciens collègues ou clients qui pourraient le contacter, deux obligations à caractère permanent pendant la durée de son mandat (article 6 des *Règles relatives aux conflits d'intérêts*).

DEMANDE N° 6

Situation :

Un fonctionnaire qui a travaillé pour deux ministères au cours des 12 derniers mois quitte la fonction publique en faveur d'un emploi au sein d'une société de relations gouvernementales. Quelles sont les restrictions qui s'appliquent dans son cas en ce qui concerne les activités de lobbying?

Décision ou directive :

En tant qu'ancien fonctionnaire, il sera interdit à cette personne d'exercer des pressions sur les ministres, les cabinets des ministres et les fonctionnaires qui travaillent dans les deux ministères au sein desquels elle était employée, et ce pendant une période de douze mois suivant la fin de son emploi au service de la Couronne (paragraphe 18 (2) des *Règles relatives aux conflits d'intérêts*).

DEMANDE N° 7

Situation :

Une ancienne fonctionnaire, qui a quitté la fonction publique il y a six mois, est aujourd'hui employée par un intervenant auprès du ministère au sein duquel elle travaillait. Elle aimerait rencontrer des personnes qui travaillent au sein du ministère pour leur présenter cet intervenant.

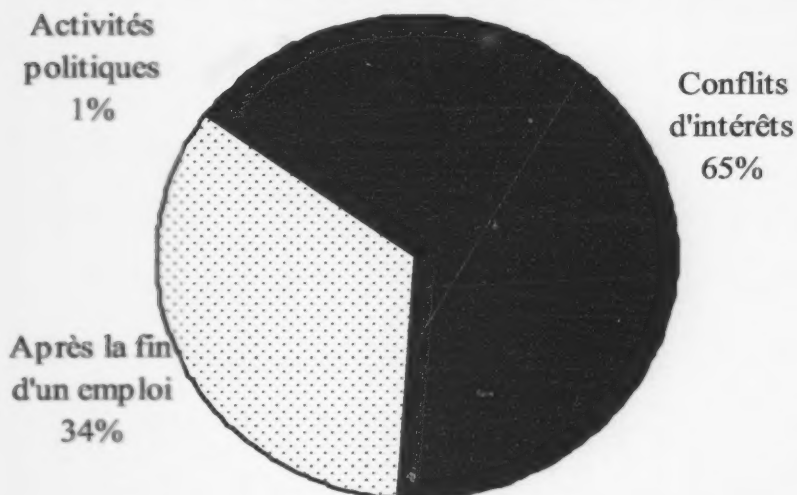
Décision ou directive :

La directive de la commissaire à cette ancienne fonctionnaire était de s'abstenir de rencontrer des membres de son ancien ministère pour leur présenter son nouvel employeur, car servir d'intermédiaire entre le ministère et un intervenant auprès de celui-ci reviendrait à exercer des pressions au sens de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*. Or, il est interdit à l'ancienne fonctionnaire, au cours des 12 mois qui suivent son départ de la fonction publique, d'exercer des pressions auprès de son ancien ministre, du cabinet de son ancien ministre ou des fonctionnaires travaillant dans son ancien ministère (paragraphe 18 (2) des *Règles sur les conflits d'intérêts*).

C. STATISTIQUES

Demandes du personnel des cabinets des ministres reçues entre le 20 août 2007 et le 31 mars 2008

Nombre de demandes: 71



EXAMEN DES
DÉPENSES ET
OBLIGATION DE
RENDRE COMPTE

A. APERÇU

La *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte* (la « *Loi sur l'examen des dépenses* ») attribue au commissaire à l'intégrité la responsabilité d'examiner les frais de déplacement, d'hôtel ou d'hébergement semblable, de repas ou de représentation des ministres, des adjointes et adjoints parlementaires, des chefs d'un parti de l'opposition ou des personnes employées dans le cabinet ou bureau des uns ou des autres, afin d'établir si ces dépenses sont des dépenses autorisées.

En ce qui concerne les membres du gouvernement, les dépenses qui ont été engagées dans l'exercice d'une fonction ministérielle sont sujettes à examen si une demande de remboursement sur le Trésor a été présentée à leur égard. En ce qui concerne les chefs d'un parti de l'opposition ou les personnes qui travaillent dans leurs bureaux, les dépenses liées à des frais de déplacement, d'hôtel ou d'hébergement semblable, de repas ou de représentation sont sujettes à examen si elles font l'objet d'une demande de remboursement sur la Caisse de l'Assemblée législative. La *Loi sur l'examen des dépenses* ne s'applique pas aux demandes de remboursement ayant trait au travail d'un groupe parlementaire ou au travail de circonscription effectué en qualité de député à l'Assemblée.

Une dépense est considérée une « dépense autorisée » si elle est raisonnable et appropriée dans les circonstances et si elle respecte les normes fixées dans les règles applicables, à savoir les *Règles régissant le remboursement des dépenses engagées par les ministres, les chefs de l'opposition et autres personnes* (les « *Règles* »), disponibles sur le site Web du Bureau du commissaire à l'intégrité, à www.oico.on.ca.

B. DÉROULEMENT DE L'EXAMEN

Une fois que les dépenses engagées dans l'exercice d'une fonction ministérielle ont été remboursées sur le Trésor, les demandes de remboursement s'y rapportant sont soumises au Bureau du commissaire à l'intégrité, une fois par mois, aux fins d'examen.

Les demandes de remboursement des chefs d'un parti de l'opposition ou des personnes qui travaillent dans leurs bureaux, une fois honorées sur la Caisse de l'Assemblée législative, sont, elles, soumises au Bureau du commissaire à l'intégrité aux fins d'examen une fois par trimestre.

Toutes les demandes de remboursement sont examinées. Advenant que l'une d'entre elles ne soit pas en règle, notre bureau peut inviter l'auteur de la demande de remboursement à lui fournir un complément d'information. Nous avisons le cabinet de la ministre ou du ministre compétent, ou le bureau du chef d'un parti de l'opposition concerné, selon le cas, de toute demande de remboursement inadmissible.

Si une dépense ne satisfait pas aux exigences énoncées dans la *Loi sur l'examen des dépenses* ou dans les *Règles*, ou si le complément d'information fourni n'est pas acceptable, le commissaire à l'intégrité peut ordonner le remboursement de la somme en cause.

C. RAPPORT DU COMMISSAIRE

L'article 10 de la *Loi sur l'examen des dépenses* exige du commissaire à l'intégrité, une fois par année, la présentation au président de l'Assemblée d'un rapport écrit sur son examen des dépenses sujettes à examen qu'ont engagé, pendant l'exercice écoulé, les ministres, les adjointes et adjoints parlementaires, les chefs d'un parti de l'opposition et les personnes qui travaillent dans leurs cabinets ou bureaux. Le rapport ci-dessous pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2008 a été remis au président de l'Assemblée après la fin de l'exercice. Ce rapport est disponible sur notre site Web, à www.oico.on.ca.

**RAPPORT
DE
LYNN MORRISON,
COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ PAR INTÉRIM**

**SUR L'EXAMEN DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT PRÉSENTÉES ENTRE LE 1^{er} AVRIL 2007
ET LE 31 MARS 2008, EFFECTUÉ EN VERTU DE LA LOI DE 2002 SUR L'EXAMEN DES DÉPENSES
DES MINISTRES ET DES CHEFS D'UN PARTI DE L'OPPOSITION ET L'OBLIGATION DE RENDRE
COMPTE**

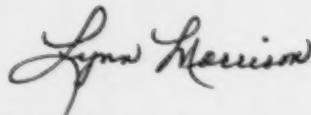
La *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte* (la « *Loi* ») confie au commissaire à l'intégrité le soin d'examiner et d'approuver les demandes de remboursement présentées par les personnes auxquelles la *Loi* s'applique et aussi, s'il y a lieu, d'ordonner à l'auteur d'une telle demande honorée par erreur la restitution de l'argent qui lui a été versé ou encore de recommander la prise d'autres mesures correctives. La *Loi* vise uniquement les dépenses effectuées pour couvrir des frais de déplacement, d'hôtel, de repas ou de représentation.

La *Loi* prévoit le dépôt obligatoire auprès du commissaire à l'intégrité, au plus tard à la fin avril de chaque année, de toutes les demandes de remboursement des ministres, des adjointes et adjoints parlementaires, des chefs d'un parti de l'opposition et des personnes qui travaillent dans leurs bureaux respectifs, de même que la production et la présentation au président de l'Assemblée législative par le commissaire à l'intégrité, une fois par année, d'un rapport relatif à ces demandes.

J'ai examiné les demandes de remboursement présentées pour la période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008 et je suis heureuse de pouvoir rapporter que toutes les personnes que j'ai enjointes de restituer certaines sommes se sont exécutées et que j'ai en fin de compte approuvé toutes les demandes de remboursement.

Je remercie de leur coopération l'ensemble des personnes avec lesquelles mon bureau a communiqué aux fins de cet examen pour obtenir un complément d'information au sujet de leurs demandes de remboursement.

FAIT à Toronto, ce 13 juin 2008.



Lynn Morrison
Commissaire à l'intégrité par intérim

FONCTION
PUBLIQUE DE
L'ONTARIO-
DIVULGATION
D'ACTES
RÉPRÉHENSIBLES

A. INTRODUCTION — NOUVELLES RESPONSABILITÉS

La *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* (la « *LFPO* ») a été proclamée en vigueur le 20 août 2007. Depuis, le mandat du commissaire à l'intégrité a été élargi pour inclure des responsabilités additionnelles consistant à recevoir des divulgations de possibles actes répréhensibles commis par des membres de la fonction publique de l'Ontario dans le cadre de leurs activités professionnelles. Ces responsabilités sont énoncées à la partie VI de la *LFPO*, intitulée « Divulgence et enquête en matière d'actes répréhensibles ».

Le Bureau du commissaire à l'intégrité a eu besoin de locaux et de personnel additionnel pour s'acquitter de ces importantes nouvelles responsabilités. En juin et juillet 2007, nous avons embauché une agente d'accueil et une avocate-conseil en préparation de l'inauguration d'un nouveau bureau chargé de traiter les divulgations d'actes répréhensibles. Son appellation, « Bureau du commissaire à l'intégrité – Fonction publique de l'Ontario » signale clairement que les nouvelles responsabilités de ce bureau ont rapport aux fonctionnaires de l'Ontario.

Notre bureau est prêt à recevoir des divulgations d'actes répréhensibles provenant de personnes employées non seulement par des ministères, mais aussi par un « organisme public », tel que défini par la *LFPO*. La Commission des services financiers de l'Ontario, la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels et l'Agence ontarienne des eaux sont autant d'exemples d'organismes publics visés par la *LFPO*. (La liste complète des organismes publics à l'égard desquels notre bureau peut recevoir des divulgations est fournie dans le Règlement de l'Ontario 374/07.)

Dès le moment où la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* est entrée en vigueur, le Bureau du commissaire à l'intégrité – Fonction publique de l'Ontario était ouvert et prêt à recevoir des divulgations de possibles actes répréhensibles émanant de fonctionnaires de la province.

B. RÉSEAU D'AGENTES ET D'AGENTS INDÉPENDANTS DE DIVULGATION PROTÉGÉE

L'Ontario a emboîté le pas sur les provinces du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse, de même que sur le gouvernement fédéral, pour ce qui est d'établir un cadre de divulgation protégée pour ses fonctionnaires. Nous avons à cet égard grandement bénéficié de l'expérience préalable de nos homologues et nous avons entamé des démarches visant la

mise en place d'un réseau officieux pour l'échange d'information, notamment sur les meilleures pratiques.

C. QUE SIGNIFIENT LES CHANGEMENTS POUR LES FONCTIONNAIRES?

La *LFPO* établit un cadre qui permet de donner suite à des divulgations de possibles actes répréhensibles faites par des fonctionnaires sans que ceux-ci n'aient à craindre de représailles. Ce cadre se compose de deux séries de dispositions, les unes énonçant la marche à suivre par les fonctionnaires qui souhaitent faire une divulgation et les autres assurant la protection des fonctionnaires qui font une divulgation. Les responsabilités du commissaire à l'intégrité ont principalement trait au premier aspect de ce cadre, à savoir aux dispositions régissant les divulgations par les fonctionnaires.

Le cadre est conçu de manière à permettre aux fonctionnaires de divulguer de possibles actes répréhensibles par souci de servir l'intérêt public tout en respectant leur devoir de loyauté envers leur employeur. La *LFPO* vise à atténuer tout malaise qu'une divulgation pourrait engendrer, en ce sens qu'elle prévoit non seulement la marche à suivre pour faire une divulgation, mais aussi les façons dont l'auteur d'une divulgation sera protégé contre d'éventuelles représailles.

L'expression « divulgation protégée » est parfois utilisée dans les textes de loi pour décrire le mécanisme mis en place (comme par exemple dans la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* du gouvernement fédéral). La loi ontarienne s'inscrit dans une veine similaire, même si elle ne contient pas cette même expression. Faute de mécanismes de protection efficaces, les employés qui ont connaissance d'un « acte répréhensible » risqueraient de trouver une dénonciation impossible, par souci de loyauté ou par crainte de représailles.

Les provinces qui ont adopté une loi traitant spécifiquement de ce type de divulgation, à savoir le Manitoba et la Nouvelle-Écosse ont, tout comme le gouvernement fédéral, incorporé à celle-ci des dispositions qui mettent les fonctionnaires à l'abri d'éventuelles représailles. Au Manitoba et en Nouvelle-Écosse, les divulgations protégées sont faites à un ombudsman. Au fédéral, les divulgations sont adressées à un commissaire à l'intégrité dont le poste vient d'être créé et qui dirige Intégrité du secteur public Canada. Ces divers cadres législatifs se distinguent à plusieurs niveaux, mais ils ont en commun d'offrir aux fonctionnaires la possibilité d'adresser leur divulgation à une tierce partie. C'est ce rôle essentiel de tierce partie que le commissaire à l'intégrité remplit dans le cadre ontarien.

D. EN QUOI CONSISTE LE CADRE DE DIVULGATION ET D'ENQUÊTE EN MATIÈRE D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES?

La *LFPO* offre aux fonctionnaires la possibilité de faire une divulgation de deux façons différentes. La première option consiste à faire la divulgation à leur propre « responsable de l'éthique », selon l'expression utilisée dans la *LFPO*. En général, le rôle de responsable de l'éthique revient à la personne qui occupe le poste de sous-ministre (au sein d'un ministère) ou la présidence (au sein d'un organisme public). Les responsables de l'éthique appliquent une directive qui prévoit la marche à suivre à réception d'une divulgation. Il appartient aux sous-ministres et aux présidentes ou présidents d'un organisme public de veiller à ce que les membres de leur personnel soient au courant du cadre de divulgation des actes répréhensibles.

Les fonctionnaires qui ont des « motifs de croire qu'une divulgation des actes répréhensibles conformément » à la procédure interne de leur employeur « ne serait pas appropriée » ou qui ont déjà procédé à une divulgation, mais qui doutent qu'il lui soit donné suite comme il se doit peuvent faire une divulgation au commissaire à l'intégrité. Il s'agit là d'un élément essentiel du cadre de divulgation des actes répréhensibles, car il offre aux fonctionnaires la possibilité de dénoncer un acte autrement qu'à l'interne. La possibilité de procéder à une divulgation auprès d'une tierce partie est une pratique exemplaire en matière de divulgation protégée. Les anciens fonctionnaires pour leur part font toujours leurs divulgations directement au commissaire à l'intégrité.

E. À QUOI PEUVENT S'ATTENDRE LES FONCTIONNAIRES QUI SE METTENT EN RAPPORT AVEC LE BUREAU DU COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ?

Depuis l'adoption de la *LFPO* (et dès avant son entrée en vigueur par proclamation), notre bureau a été contacté par des fonctionnaires et des membres du public en rapport avec le cadre de divulgation des actes répréhensibles. Il s'est vite avéré que les personnes qui se mettaient en rapport avec notre bureau le faisaient non seulement lorsqu'elles avaient un possible acte répréhensible à divulguer, mais aussi lorsqu'elles souhaitaient obtenir des renseignements généraux sur la divulgation de tels actes. C'est pour cela que nous avons commencé à comptabiliser toutes les prises de contact comme étant des « demandes ». Le personnel du Bureau du commissaire à l'intégrité a passé beaucoup de temps à expliquer le cadre de divulgation aux fonctionnaires et à leur fournir des renseignements à son sujet, au téléphone et en personne.

Si un fonctionnaire nous fait part de son intention de faire une divulgation, nous lui demandons des détails sur l'acte qui lui semble répréhensible et qui ferait l'objet de la divulgation. La plupart du temps, nous demandons au fonctionnaire de remplir un formulaire de divulgation. Ce formulaire aide le fonctionnaire à décrire les circonstances d'un acte supposément répréhensible et nous aide de notre côté à comprendre la nature de ses allégations.

À la vue des renseignements fournis sur le formulaire, nous déterminons s'il est *possible* que l'objet de la divulgation envisagée constitue un acte répréhensible au sens de la *LFPO*. Si la réponse est non, les faits allégués ne sont pas du ressort du commissaire à l'intégrité. Le commissaire à l'intégrité est uniquement habilité à recevoir les divulgations d'actes qui pourraient être des actes répréhensibles, lesquels sont définis comme suit dans la *LFPO* :

108. (1) La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«acte répréhensible» S'entend de ce qui suit :

- a) une contravention commise par un fonctionnaire, un ministre ou un adjoint parlementaire à une loi de l'Assemblée ou du Parlement du Canada ou à un de ses règlements d'application;*
- b) un acte ou une omission de la part d'un fonctionnaire, d'un ministre ou d'un adjoint parlementaire qui pose un grave danger pour la vie, la santé ou la sécurité de quiconque ou un grave danger pour l'environnement lorsque le danger est déraisonnable compte tenu de ses pouvoirs et fonctions et de toute autre circonstance pertinente;*
- c) un cas grave de mauvaise gestion de la part d'un fonctionnaire, d'un ministre ou d'un adjoint parlementaire dans les activités de la fonction publique de l'Ontario;*
- d) le fait pour un fonctionnaire, un ministre ou un adjoint parlementaire d'ordonner ou de conseiller la commission d'un acte répréhensible au sens des alinéas a) à c). 2006, chap. 35, annexe A, par. 108 (1).*

À titre d'exemple, si un fonctionnaire cherche à contester une décision d'un tribunal administratif, le commissaire à l'intégrité ne pourra pas entendre sa cause en application de la *LFPO*, car elle ne correspondrait à aucune des catégories d'actes répréhensibles prévues dans la définition de ceux-ci (à supposer qu'il n'y ait pas d'autres allégations pertinentes). Le fonctionnaire serait donc avisé que sa cause n'est pas du ressort du commissaire.

Souvent, le processus d'examen implique des communications additionnelles avec la personne souhaitant faire une divulgation, en vue d'obtenir des clarifications. Durant l'année, la commissaire à l'intégrité n'a pas pu recevoir certaines divulgations, parce que le fonctionnaire concerné ne lui avait pas fourni suffisamment de détails sur son allégation pour lui permettre d'évaluer la situation. Dans pareil cas, le fonctionnaire est invité à fournir un complément d'information.

Une fois qu'il est établi qu'une divulgation porte bien sur un possible acte répréhensible, le commissaire à l'intégrité mène, comme il se doit, une évaluation en application de l'article 117.

ÉVALUATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 117

L'article 117 de la *LFPO* limite la compétence du commissaire à l'intégrité en ce qui concerne certains types de divulgation. Il se lit en effet comme suit :

117. S'il reçoit une divulgation d'actes répréhensibles en application de l'article 116, le commissaire à l'intégrité refuse d'y donner suite si une ou plusieurs des circonstances suivantes s'appliquent :

- 1. L'objet de la divulgation est traité par une autre personne ou un organisme dans le cadre de l'exécution de la loi ou conformément à la procédure établie en vertu de la présente loi ou d'une autre loi.*
- 2. L'objet de la divulgation a trait à une question d'emploi ou de relations de travail qui pourrait être traitée par un mécanisme de règlement des différends, notamment une procédure de règlement des griefs, établi en vertu de la présente loi ou d'une autre loi ou aux termes d'une convention collective ou de tout autre accord quelconque.*
- 3. L'objet de la divulgation a trait à une question qui pourrait être traitée dans le cadre de la partie V de la Loi sur les services policiers.*
- 4. L'objet de la divulgation fait l'objet :*
 - i. soit d'une décision rendue dans l'exercice d'une fonction d'adjudication d'un tribunal judiciaire ou autre en application de la présente loi ou d'une autre loi,*
 - ii. soit de délibérations qui ont conduit ou peuvent conduire à une décision rendue dans l'exercice d'une fonction d'adjudication d'un tribunal judiciaire ou autre en application de la présente loi ou d'une autre loi.*
- 5. L'objet de la divulgation est lié à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire d'un poursuivant à l'égard de la poursuite d'une infraction.*
- 6. L'objet de la divulgation n'est pas assez important ou la divulgation est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi.*
- 7. Une période de temps importante s'est écoulée entre la divulgation et l'incident qui en est l'objet et, de ce fait, une instance serait inutile.*
- 8. L'objet de la divulgation se rapporte uniquement à une décision de politique publique.*
- 9. Il existe une raison valable, autre qu'une circonstance visée aux dispositions 1 à 8, de ne pas donner suite à la divulgation. 2006, chap. 35, annexe A, art. 117.*

Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2008, la commissaire à l'intégrité a été contrainte de refuser de donner suite à certaines divulgations pour les motifs énoncés aux dispositions 1 et 2 de l'article 117.

RENOIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 118 (2)

Si, à la suite d'une évaluation en application de l'article 117, il s'avère que le commissaire à l'intégrité est compétent pour recevoir la divulgation, celle-ci est immédiatement renvoyée, aux fins d'enquête, à la personne appropriée au sein du ministère ou de l'organisme concerné. Le renvoi se fait généralement au sous-ministre ou au président de l'organisme, selon le cas, mais si le commissaire juge que ce ne serait pas approprié, il peut aussi se faire au secrétaire du Conseil des ministres.

La *LFPO* exige de la personne à qui la divulgation est renvoyée qu'elle fasse un rapport sur les résultats de son enquête au commissaire à l'intégrité, et ce dans les 30 jours. Lorsque ce rapport lui parvient, le commissaire à l'intégrité en prend attentivement connaissance. Il peut ensuite faire des recommandations, demander des renseignements supplémentaires ou conclure que le rapport présenté suffit à clore l'affaire.

Le commissaire à l'intégrité peut toutefois aussi conclure que le rapport n'est pas satisfaisant et procéder à sa propre enquête. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2008, cette situation ne s'est jamais présentée.

F. RAPPORT D'ACTIVITÉ

NOMBRE TOTAL DE DEMANDES

Nous avons reçu trente (30) demandes émanant de fonctionnaires et de membres du public. Quatre (4) de ces demandes nous sont parvenues avant que la *LFPO* n'ait été proclamée en vigueur.

Sur ces trente (30) demandes, quatre (4) ont été présentées par des membres du public. Deux (2) des personnes à l'origine de ces demandes souhaitaient faire une divulgation. Comme le commissaire à l'intégrité peut seulement recevoir des divulgations de fonctionnaires, les membres du public qui lui ont présenté ces demandes ont, dans la mesure du possible, été dirigés vers le bureau compétent pour donner suite à leur plainte.

DEMANDES ÉMANANT DE FONCTIONNAIRES

Sur les vingt-six (26) fonctionnaires qui nous ont présenté des demandes, onze (11) souhaitaient simplement obtenir des renseignements sur les règles régissant la divulgation d'actes répréhensibles.

DIVULGATIONS POTENTIELLES DE POSSIBLES ACTES RÉPRÉHENSIBLES

Les quinze (15) autres fonctionnaires souhaitaient faire une divulgation d'actes répréhensibles et ces personnes ont, pour la plupart, rempli le formulaire prévu à cet effet. Plusieurs fonctionnaires cherchaient à faire plus d'une divulgation au sujet d'actes

divers. En fin de compte, nous avons reçu vingt-deux (22) questions qui exigeaient une évaluation.

Chacune de ces questions a fait l'objet d'une évaluation tel que décrit à la section E ci-dessus. À titre de rappel, chaque cas est examiné afin d'établir si : (1) les renseignements fournis sont suffisants pour évaluer les allégations et, dans l'affirmative, (2) s'il est possible que les actes allégués constituent des « actes répréhensibles » au sens de la *LFPO*, et enfin, en cas de réponse affirmative à cette seconde question, si (3) l'une quelconque des circonstances énoncées à l'article 117 s'applique, auquel cas le commissaire à l'intégrité doit refuser de donner suite à la divulgation. Toutes les divulgations qui étaient du ressort du commissaire à l'intégrité ont été renvoyées à la personne appropriée, tel que prévu au paragraphe 118 (2) de la *LFPO*.

Voici où en étaient, à la fin de l'exercice, les questions que notre bureau a eu à traiter :

- deux (2) questions concernant de possibles actes répréhensibles ont été reçues et renvoyées au sous-ministre ou au président d'un organisme public approprié, aux fins d'enquête, conformément au paragraphe 118 (2) de la *LFPO*;
- cinq (5) questions concernant de possibles actes répréhensibles ont été reçues, mais la commissaire à l'intégrité n'a pas pu y donner suite, en raison de circonstances prévues à l'article 117 de la *LFPO*;
- quatre (4) questions concernant de possibles actes répréhensibles n'ont pas pu être reçues, car les renseignements fournis étaient insuffisants;
- trois (3) questions concernant de possibles actes répréhensibles n'ont pas pu être reçues, car il n'y avait aucune possibilité que les allégations correspondantes constituent un acte répréhensible, tel que défini dans la *LFPO*;
- huit (8) des questions étaient en cours d'évaluation.

G. RENVOIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 118 (2)

Tel qu'indiqué plus haut, deux divulgations ont été renvoyées au sous-ministre ou au président d'un organisme approprié. Un renvoi demeurait en suspens à la fin de l'exercice.

RÉSULTAT DU PREMIER RENVOI

La commissaire à l'intégrité a été satisfaite des suites données au premier renvoi d'une divulgation d'actes répréhensibles, telles que relatées dans le rapport correspondant qui lui a été remis. En conséquence, la commissaire à l'intégrité n'a pas entamé d'enquête aux termes de l'article 122 de la *LFPO*. L'affaire portait sur une possible contravention par un fonctionnaire aux *Règles relatives aux conflits d'intérêts visant les fonctionnaires actuels et anciens des cabinets des ministres*, laquelle a fait l'objet d'une enquête et de

mesures appropriées. La commissaire à l'intégrité a déterminé que la nature de la contravention ne nécessitait aucun autre suivi.

H. RENSEIGNEMENTS SUR DES REPRÉSAILLES

Au 31 mars 2008, la commissaire à l'intégrité n'a eu connaissance d'aucune activité tombant sous l'application des dispositions de la partie VI de la *LFPO* traitant des représailles.

I. STATISTIQUES

| Données exigées aux termes du paragraphe 133 (1) de la <i>LFPO</i> | | Nombre |
|--|---|----------------------------|
| a) | nombre de divulgations reçues par le commissaire en application de l'article 116 au cours de l'année | 7 |
| b) | nombre de fois où le commissaire a opposé un refus en application de l'article 117 au cours de l'année | 5 |
| c) | nombre de renvois faits par le commissaire en application du paragraphe 118 (2) au cours de l'année | 2 |
| d) | nombre de rapports dans lesquels le commissaire fait des recommandations en vertu de l'article 121 au cours de l'année | 0 |
| e) | résumé de ce que le commissaire sait au sujet de la suite donnée aux recommandations visées à l'article 121 au cours de l'année | s/o |
| f) | nombre d'enquêtes que le commissaire a ouvertes en vertu de l'article 122 au cours de l'année | 0 |
| g) | résumé de ce que le commissaire sait au sujet de la suite donnée au cours de l'année aux constatations de représailles visées à la présente partie | cf. ci-dessus ¹ |
| h) | tout autre renseignement que le commissaire estime pertinent en ce qui concerne ses activités dans le cadre de la présente partie au cours de l'année | cf. ci-dessus ² |

² Le paragraphe 133 (1) de la *LFPO* n'exige guère de compte rendu des activités courantes du présent bureau. Le « Rapport d'activité » fourni un peu plus haut concernant les divulgations et enquêtes en matière d'actes répréhensibles satisfait à cette exigence.

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

A. APERÇU

La *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* reconnaît la légitimité de la profession de lobbyiste. Elle permet aux lobbyistes de jouir d'un libre accès au gouvernement, tout en assurant l'intégrité des titulaires d'une charge publique, qu'elle tient à l'abri des abus d'influence. Le système d'enregistrement des lobbyistes permet aux membres du public, aux titulaires d'une charge publique et aux lobbyistes de savoir qui parle à qui et de quoi au sein du gouvernement.

Les personnes qui répondent aux critères de l'une des définitions du terme « lobbyiste » au sens de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* doivent enregistrer leurs activités dans le registre des lobbyistes, accessible à partir du site Web du Bureau d'enregistrement des lobbyistes, à l'adresse www.oico.on.ca. Ce site Web constitue le principal moyen de diffusion de renseignements susceptibles d'intéresser les membres du public, les titulaires d'une charge publique et d'autres lobbyistes à propos des personnes qui tentent d'influer sur les activités du gouvernement.

Les lobbyistes sont tenus de déposer un formulaire d'enregistrement, de façon manuelle ou électronique, par l'intermédiaire du site Web du Bureau d'enregistrement des lobbyistes. À la date du présent rapport annuel, 100 pour 100 des formulaires d'enregistrement sont déposés par voie électronique.

Les utilisateurs peuvent faire des recherches dans le registre pour produire leurs propres rapports et obtenir des copies du formulaire d'enregistrement d'un lobbyiste, gratuitement, soit à partir de leur propre ordinateur, soit en se servant des installations que le Bureau d'enregistrement des lobbyistes met à leur disposition.

Quiconque enfreint la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Aucune accusation d'infraction à la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* n'a été portée contre qui que ce soit depuis l'entrée en vigueur de celle-ci le 15 janvier 1999.

B. STATISTIQUES

Des données statistiques sur les types de lobbyistes, les lobbyistes actifs et les enregistrements inactifs sont disponibles sur le site Web du Bureau d'enregistrement des lobbyistes, où elles sont mises à jour quotidiennement.

ENREGISTREMENTS

Au 31 mars 2008, les enregistrements actifs avaient diminué, s'établissant à 1 700, alors qu'ils étaient au nombre de 1 747 à la même date l'an dernier, tandis que les enregistrements inactifs s'étaient accrus, passant de 4 515 à 5 367 d'une année sur l'autre. Les enregistrements inactifs incluent les engagements menés à terme ou visés par une cessation d'activités.

LOBBYISTES-CONSEILS

Les lobbyistes-conseils sont tenus de déposer un enregistrement à l'égard de chaque client et de chaque engagement. À la fin de l'exercice, 295 lobbyistes-conseils actifs étaient enregistrés, totalisant 1 346 enregistrements.

LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES ET SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)

À la date de préparation du présent rapport, 147 employés s'étaient enregistrés pour le compte de leur employeur (personnes et sociétés en nom collectif ou en commandite) parce que leurs activités de lobbyiste constituaient une partie importante de leurs fonctions. Ces employés représentaient les intérêts de 71 personnes morales.

LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

Au 31 mars 2008, 207 premiers dirigeants salariés étaient enregistrés pour le compte d'organisations, et leurs employés rémunérés dont une partie importante des fonctions consistait à exercer des pressions sur le gouvernement de l'Ontario étaient au nombre de 884. Cette catégorie comprenait les groupes industriels, commerciaux et professionnels, de même que les organismes de bienfaisance.

LOBBYISTES ET ENREGISTREMENTS AU 31 MARS 2008

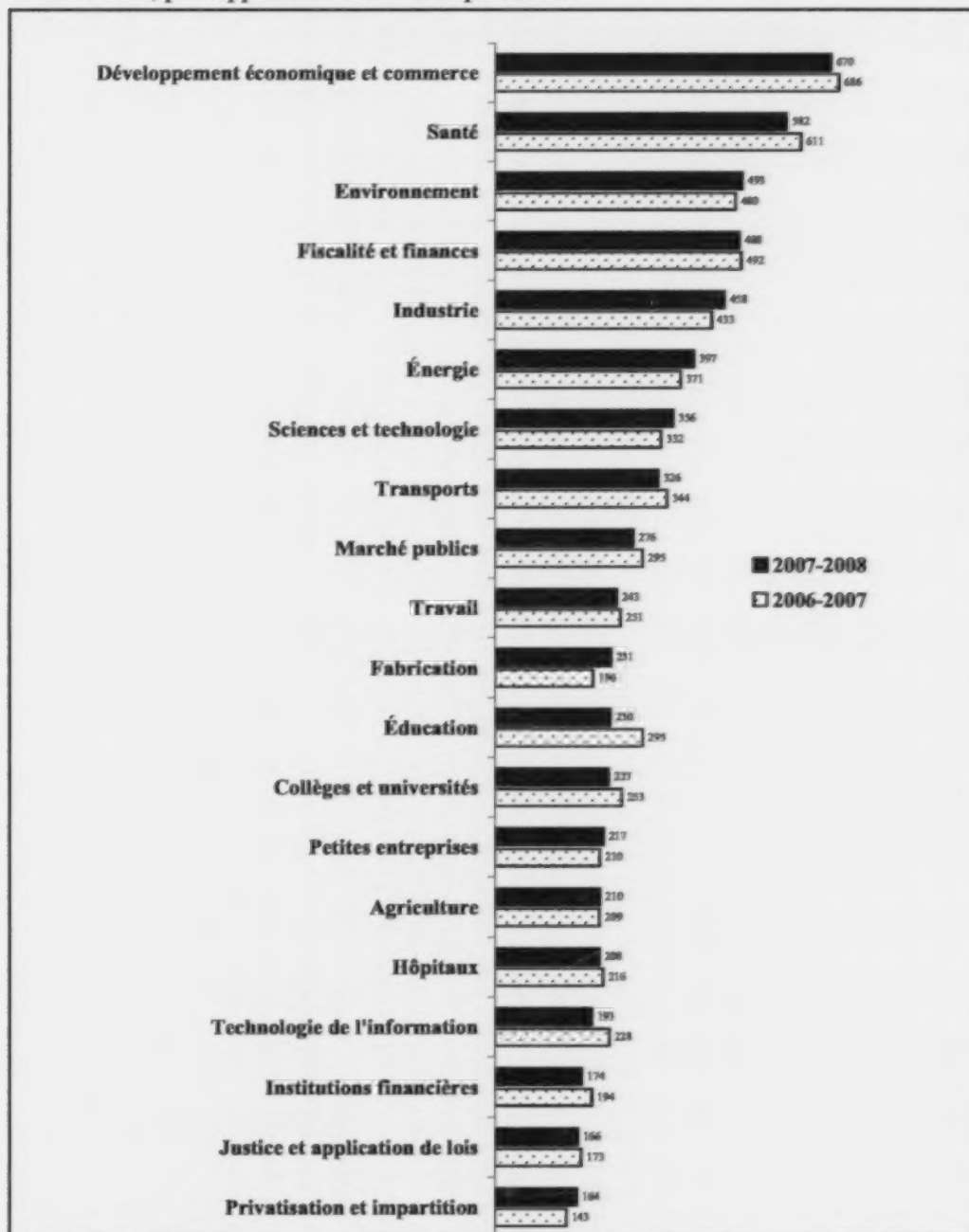
| | Lobbyistes-conseils | Lobbyistes salariés (personnes et sociétés en nom collectif ou en commandite) | Lobbyistes salariés (organisations) |
|-----------------------|----------------------------|--|--|
| Lobbyistes | 295 | 147 | 884 |
| Enregistrements | 1 346 | 147 | 207 |
| Cessation d'activités | 5 192 | 138 | 37 |

SOCIÉTÉS OU ORGANISATIONS ACTIVES AU 31 MARS 2008

| | |
|---|-----|
| Lobbyistes-conseils – cabinets | 170 |
| Lobbyistes-conseils – clients | 769 |
| Employeurs de lobbyistes salariés (personnes et sociétés en nom collectif ou en commandite) | 71 |
| Employeurs de lobbyistes salariés (organisations) | 207 |

OBJET DES ACTIVITÉS DES LOBBYISTES

Tous les lobbyistes sont tenus de divulguer les domaines d'intérêt qui identifient l'objet des pressions qu'ils exercent ou ont exercées. Le tableau qui suit illustre les 20 domaines d'intérêt signalés le plus souvent par les lobbyistes dans les enregistrements actifs au 31 mars 2008, par rapport avec l'exercice précédent.



MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Tous les lobbyistes sont tenus de divulguer le nom des ministères et des organismes avec lesquels ils entretiennent ou envisagent d'entretenir des contacts dans le cadre de leurs activités de lobbyistes. La liste ci-dessous énumère les 20 ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario signalés le plus souvent par les lobbyistes au 31 mars 2008, par rapport à l'exercice précédent.

